



# In Extenso

## **LNA SANTE**

*Société Anonyme au capital de 19 411 874 €*

**7, boulevard Auguste Priou**

**44 120 VERTOUC**

*RCS NANTES 388 359 531*

---

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**Sur l'augmentation du capital**

**Avec suppression du droit préférentiel de souscription**

**Assemblée générale du 17 juin 2020**

**Résolution n° 21**



**Expertise Audit Advisory**  
30 rue Chabrely  
33100 BORDEAUX

# In Extenso

**IN EXTENSO AUDIT**  
106 Cours Charlemagne  
69002 LYON

## **LNA SANTE**

*Société Anonyme au capital de 19.411.874 €*  
**7, boulevard Auguste Priou**  
**44 120 VERTOU**  
*RCS NANTES 388 359 531*

-----

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**Sur l'augmentation du capital**  
**Avec suppression du droit préférentiel de souscription**  
**Assemblée générale du 17 juin 2020**  
**Résolution n° 21**

---

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmenter le capital dans la limite de 10 % en vue de rémunérer des apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de sociétés tierces en dehors d'une offre publique d'échange avec suppression du droit préférentiel de souscription, opérations sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Conformément aux dispositions des articles L.225-147 du Code de Commerce, votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de vingt-six (26) mois, les pouvoirs de décider, sur le rapport du ou des commissaires aux apports, une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du code de commerce ne sont pas applicables, et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes ou d'une situation intermédiaire, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de Commerce, nous établirons un rapport complémentaire, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Fait à Bordeaux et Nantes  
Le 29 avril 2020  
LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Expertise Audit Advisory**  
**Christophe ROUSSELI**

**IN EXTENSO AUDIT**  
**Françoise GRIMAUD-PORCHER**